

# Soutenir la réintégration des jeunes mères touchées par la guerre

Miranda Worthen, Susan McKay,  
Angela Veale et Mike Wessells

Lors des conflits qui éclatent à travers le monde, des forces armées et des groupes armés enrôlent des enfants pour qu'ils combattent, qu'ils s'occupent des campements, qu'ils effectuent différentes tâches et pour les exploiter sur le plan sexuel. Les expériences des enfants associés aux forces armées ou à des groupes armés sont très diverses et il n'existe de stratégie unique pour les aider lorsque les conflits prennent fin. Cet article s'intéresse plus particulièrement aux expériences que vivent les filles, que ce soit avant d'être enrôlées, pendant tout le temps qu'elles restent avec les forces combattantes, lors des processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et dans leurs communautés, une fois que le processus officiel de DDR se termine. Nous évoquerons aussi une étude participative menée auprès de jeunes mères au Libéria, dans le nord de l'Ouganda et en Sierra Leone. Réalisée principalement avec des enfants ayant été associés aux forces armées ou à des groupes armés, cette méthode très participative veut aider les gens à se réintégrer dans la communauté. Les jeunes mères qui ont participé à cette étude, ont joué un rôle central en s'impliquant dans la conception et l'élaboration d'un processus de réintégration qui les aiderait sur le plan psychosocial et leur permettrait de trouver comment gagner leur vie. Cette formule a été la clef du succès. Ces jeunes mères n'avaient généralement qu'un statut social très limité, manquaient de confiance en elles, ne se respectaient pas et n'avaient pas d'aptitudes économiques élémentaires. Par conséquent, le soutien et la mobilisation de la communauté ont joué, dès le début, un rôle crucial en favorisant la mise en place et la pérennité d'activités de subsistance.

## Le processus de DDR

D'après les Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration des Nations Unies, le processus de DDR vise à favoriser la sécurité et la stabilité dans les situations d'après-conflit pour permettre le relèvement et le développement<sup>1</sup>. Ce processus met largement l'accent sur la menace immédiate que peuvent représenter les anciens combattants, qui sont généralement des hommes. La priorité est d'éliminer les armes et de proposer aux gens diverses possibilités de gagner leur vie pour qu'ils ne retournent pas se battre. Les processus de DDR peuvent également favoriser l'instauration d'un environnement propice au développement et à la stabilité. Si la sécurité prise au sens strict signifie la fin des hostilités militaires, au sens large, elle signifie créer des communautés suffisamment sûres et fortes pour résister à la reprise des combats.

---

Miranda Worthen est doctorante à la Division d'épidémiologie de l'Université de Californie, Berkeley. Susan McKay est professeur d'études sur les femmes et le genre, Université du Wyoming. Angela Veale est maître de conférences à la School of Applied Psychology, University College Cork. Mike Wessells est professeur de Clinical Population and Family Health dans le Programme sur la migration forcée et la santé, Columbia University. Les vues exprimées dans le présent article sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des organisations qu'ils représentent ou celles de l'Organisation des Nations Unies.

Les premiers processus de DDR impliquant des enfants eurent lieu au milieu des années 90. Les gouvernements et la communauté internationale savaient que les jeunes gens ayant une expérience militaire représentaient une menace pour la paix s'ils ne trouvaient pas de travail à leur retour dans leurs communautés, mais ils n'ont admis que récemment qu'il en était de même pour les filles ayant été associées aux forces armées ou à des groupes armés, alors qu'elles avaient été jusqu'alors considérées uniquement comme des femmes de combattants ou des filles suivant les campements. Il a fallu la publication de plusieurs rapports examinant la situation de ces filles pour que les responsables politiques reconnaissent que les filles jouent de nombreux rôles dans un conflit, y compris celui de combattant<sup>2</sup>. Aujourd'hui, si les Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration reconnaissent que les jeunes femmes ayant combattu sont tout aussi capables de retourner à la violence si, après le conflit, elles ne trouvent pas de moyens de gagner leur vie<sup>3</sup>, elles ne soulignent pas le rôle positif que les filles et les jeunes femmes peuvent jouer pour instaurer dans leurs communautés un climat propice au développement et à la paix.

Les gens sont de plus en plus conscients de la présence d'enfants et de jeunes femmes au sein des forces armées et des groupes armés, et de plus en plus de recommandations sont faites au niveau politique pour soutenir les processus de DDR, mais les processus ne tiennent pas compte du point de vue des filles et ne répondent pas à leurs besoins. Si nous voulons que les processus de DDR soutiennent efficacement la réintégration des filles ayant été associées aux forces armées ou à des groupes armés, nous devons d'abord comprendre comment les filles définiraient la réintégration et l'expérience qu'elles en ont. Comme le précisent les Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration, à leur retour, les filles risquent plus d'être rejetées par la société que les garçons.

## Les filles dans les forces armées et les groupes armés

L'expression enfants associés aux forces armées ou à des groupes armés regroupe des réalités très diverses. D'ailleurs, les Principes de Paris reconnaissent que :

La situation et l'expérience des filles et des garçons présentent des points communs, mais la situation des filles peut être très différente en ce qui concerne les raisons et les modalités de leur association avec les forces armées ou groupes armés ; les possibilités de libération ; l'impact de cette association sur leur bien-être physique, social et affectif ; et les conséquences qu'elle peut avoir sur leur capacité d'adaptation à la vie civile ou de réinsertion dans la vie familiale et communautaire après leur libération<sup>4</sup>.

Les filles, comme les garçons, intègrent les forces armées et les groupes armés par des voies très différentes. Si de nombreuses filles sont enlevées, certaines s'engagent volontairement, souvent pour fuir leur foyer où elles sont maltraitées ou pour suivre des membres de leurs familles dans le service militaire<sup>5</sup>. Les filles sont parfois plus exposées au risque d'enlèvement

que les garçons car elles doivent souvent s'éloigner de la communauté pour effectuer diverses tâches, comme aller chercher de l'eau ou du bois de chauffe. Dans le vide sécuritaire causé par la guerre, les filles peuvent décider de s'engager dans des forces armées ou des groupes armés pour bénéficier d'une certaine protection. En 1999, au Libéria, de nombreuses filles se sont alliées aux rebelles lorsque la guerre éclata à nouveau, alors qu'elles avaient vécu au sein de la communauté pendant la première phase du conflit. Comme elles avaient vu de nombreux combattants bénéficier de certaines prestations pendant la paix alors qu'elles subissaient des violences dans leurs communautés, elles pensaient qu'elles seraient peut-être plus en sécurité si elles faisaient partie d'un groupe armé.

Si l'on s'est beaucoup intéressé à la situation des filles exploitées comme « esclaves sexuelles » au sein des forces armées et des groupes armés, les filles jouent souvent de multiples rôles, qu'il s'agisse de combattre, de porter du matériel, d'effectuer des tâches ménagères, d'espionner, de piller voire d'enlever d'autres enfants. Lors de l'étude réalisée au Libéria, en Ouganda et en Sierra Leone, la plupart des jeunes mères ayant été associées aux forces armées ou à des groupes armés ont déclaré avoir été victimes d'abus sexuels et avoir été utilisées pour au moins une autre activité, la plupart du temps pour combattre. Elles étaient très importantes pour rassembler de la nourriture et pour gérer la communauté ; certaines se voyaient même confier des responsabilités. Une étude analysant trois rapports sur la situation des filles associées aux forces armées ou à des groupes armés a conclu que les filles jouent un rôle opérationnel déterminant dans le fonctionnement général des groupes armés et que ce n'est pas un hasard si les filles sont généralement les dernières à être libérées par les commandants et les chefs des groupes armés<sup>6</sup>.

## La réintégration des filles

Les filles ont bien moins de chances que les garçons de quitter les forces armées ou les groupes armés par le biais de processus officiels de DDR. Pendant très longtemps, ces processus attendaient des participants qu'ils restituent leurs armes, ce qui constituait une discrimination très claire à l'encontre des filles qui n'avaient pas accès aux armes. En outre, les filles qui avaient eu des armes ont signalé que leurs armes leur avaient été confisquées pour être données à des hommes. Lorsque les processus de DDR n'exigent pas la restitution d'armes, les filles affirment n'avoir pas été informées ou décident de ne pas participer à ce processus réalisé au vu et au su de tous. Elles préfèrent, bien souvent, retourner dans leurs communautés d'origine ou s'installer dans une nouvelle communauté sans passer par un processus de DDR<sup>7</sup>.

D'après les Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration des Nations Unies :

Les personnes chargées d'élaborer les programmes de DDR ne sont pas conscients de la présence de filles dans les forces armées ou groupes armés ni de leurs différents rôles, ne connaissent pas les mesures dont elles auraient

besoin et, par conséquent, conçoivent souvent des programmes qui, de manière involontaire, empêchent les filles de participer à ces programmes et compromettent leurs chances de relèvement à long terme<sup>8</sup>.

Dans les programmes de DDR, les filles sont continuellement exposées à l'insécurité des camps militaires. Par exemple, en Ouganda, les filles qui rejoignirent l'armée ougandaise après avoir quitté l'Armée de résistance du Seigneur ont déclaré avoir été victimes de harcèlement sexuel dans les casernes. Les filles ayant des enfants sont particulièrement vulnérables car des conflits peuvent les opposer à leurs familles ou leurs maris à propos des enfants. Cette menace peut persister une fois que les mères adolescentes sont de retour dans leurs communautés. En plus des divers obstacles qui les empêchent de rejoindre leurs familles, ces filles craignent de voir les rebelles qui sont les pères de leurs enfants tenter de venir les chercher ainsi que leurs enfants. Si le principe de regroupement des familles est l'un des éléments clés des processus de DDR pour les enfants associés aux forces armées ou à des groupes armés, c'est un objectif que ne souhaitent pas forcément les mères adolescentes ; elles peuvent préférer s'installer avec leurs enfants loin de leurs familles. D'ailleurs, il ressort de l'étude participative que les filles sont nombreuses à s'installer dans de nouvelles communautés lorsqu'elles quittent les forces armées ou les groupes armés. Par conséquent, la « réintégration » signifie réintégrer la société civile et pas forcément retourner dans sa communauté d'origine<sup>9</sup>.

Dans le cas des mères adolescentes, il peut y avoir un décalage très grand entre les organisations non gouvernementales (ONG) qui se placent du point de vue des enfants – et prônent le regroupement des familles – et ces jeunes filles, qui ne se considèrent plus forcément comme des enfants depuis qu'elles ont leurs propres enfants. Les relations qu'entretiennent les jeunes filles avec les enfants qu'elles ont eus alors qu'elles étaient associées aux forces armées ou à des groupes armés sont complexes. Il arrive que certains de ces enfants soient tués délibérément, d'autres meurent suite à des négligences, d'autres encore sont abandonnés par leurs mères lorsqu'elles ont l'occasion de fuir, mais la plupart de ces enfants sont bien traités, même lorsque les filles se sont retrouvées enceintes suite à des violences sexuelles.

Parmi les programmes de réintégration soutenus par des ONG, les rares à proposer des possibilités à des filles ayant été associées aux forces armées ou à des groupes armés ont tendance à entretenir l'absence d'opportunités offertes aux filles. Les programmes de formation proposés concernent principalement des domaines habituellement réservés aux femmes comme la confection, qui n'est pas forcément l'activité la plus recherchée au sortir d'un conflit. Il est, en outre, très difficile pour les mères adolescentes de participer aux programmes de formation professionnelle proposés par les ONG ou les gouvernements, car ils ne prévoient généralement pas de services de garde d'enfant.

La discrimination dont ont souffert les filles avant de s'engager auprès de forces armées ou de groupes armés, comme l'inégalité d'accès à l'enseignement primaire, se poursuit et explique le peu d'opportunités qui leur sont offertes lors de la phase de réintégration après le conflit.

Par exemple, les filles ont moins de chances de reprendre des études scolaires soit parce qu'elles n'ont pas les moyens nécessaires soit parce que des règles interdisent d'accepter dans les établissements scolaires des filles ayant elles-mêmes des enfants. Par conséquent, sur le plan de l'alphabétisation des enfants, l'écart existant avant la guerre est entretenu après le conflit.

Les mères adolescentes qui s'installent chez elles ou dans de nouvelles communautés sont souvent rejetées ou marginalisées. Certaines communautés jugent que ces filles ont été souillées sur le plan spirituel car elles ont eu des relations sexuelles en dehors des règles traditionnelles<sup>10</sup>. En raison de leur propre précarité économique, les gens se sentent souvent démunis face à la nécessité d'aider les mères adolescentes ou leurs enfants. Des parents prêts à recevoir leurs filles peuvent rejeter les enfants de celles-ci nés pendant la guerre affirmant qu'ils n'ont pas les moyens d'entretenir des « enfants de rebelles » ou des enfants dont ils ignorent qui est le père.

L'absence d'infrastructures sociales et économiques dans les communautés est un problème pour ces filles comme pour leurs enfants. Lorsque des communautés entières sont dévastées sur le plan économique, la marginalisation de ces adolescentes mères les oblige à vivre dans des situations extrêmes, voire à souffrir de la faim. Une enquête menée auprès de filles ayant été associées aux forces armées ou à des groupes armés en Ouganda a constaté que la plupart d'entre elles ne travaillaient que deux jours par semaine et gagnaient environ 75 centimes par jour<sup>11</sup>. Les mères adolescentes en Sierra Leone ont dit qu'elles devaient aller quémander de la nourriture<sup>12</sup>.

Même si l'on connaît aujourd'hui la situation des filles et des jeunes mères lorsqu'elles quittent les forces armées ou les groupes armés, il existe peu de programmes efficaces pour les aider. Les Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration recommandent des processus sans échéance précise au sein des communautés, car la réintégration est un processus social et économique qui s'inscrit dans le long terme et ne peut se contenter de programmes ponctuels de formation. Nous allons maintenant présenter le processus et les conclusions d'un projet participatif mené auprès de jeunes mères pour comprendre comment elles envisagent la réintégration et les aider à participer à l'élaboration de programmes efficaces.

## L'étude participative menée auprès de jeunes mères

L'étude participative, menée pendant 3 ans dans plusieurs pays, fut mise au point après que deux conférences internationales sur le thème des mères adolescentes ayant été associées aux forces armées ou à des groupes armés eurent conclu à l'absence de programmes efficaces de réintégration<sup>13</sup>. Le but était de comprendre ce que ces personnes entendaient par réintégration et les aider à concevoir des initiatives qui favoriseraient leur réintégration. L'étude fut menée entre octobre 2006 et juin 2009 au Libéria, dans le nord de l'Ouganda et en Sierra Leone ; il

s'agissait d'un partenariat entre les auteurs de cet article, qui organisaient le projet, trois universitaires africains et dix organisations de protection de l'enfance<sup>14</sup>. Chaque organisation a mené des opérations sur le terrain, en se rendant dans deux sites différents. Elles ont ainsi couvert 20 communautés représentant des villages ruraux, des communautés périurbaines et des bidonvilles.

### *La mise en place du projet*

L'étude participative a porté sur plus de 650 jeunes mères et 1 200 enfants. Les deux tiers de ces filles avaient été associées aux forces armées ou à des groupes armés et étaient tombées enceintes ou avaient eu leurs enfants durant cette période. Les autres étaient de jeunes mères considérées comme vulnérables par les communautés mais n'ayant jamais été associées aux forces armées ou à des groupes armés. La plupart des participantes avaient été déplacées à cause du conflit, nombre d'entre elles s'étaient retrouvées orphelines et certaines souffraient de handicaps physiques. Ces filles, âgées de moins de 18 ans lorsqu'elles eurent leurs enfants, avaient, au moment où l'étude fut réalisée, en moyenne 18 ans en Ouganda, 20 ans au Libéria et 22 ans en Sierra Leone. C'est la raison pour laquelle on parle de « jeunes mères » et non pas de « mères adolescentes ».

Les Principes de Paris recommandent que :

Les programmes destinés à prévenir le recrutement des enfants et à protéger, libérer et réinsérer ceux qui ont été recrutés doivent être suivis et évalués de façon permanente et en concertation avec les communautés. Les enfants, et plus particulièrement les filles, ayant été associés aux forces armées ou à des groupes armés doivent participer à la surveillance et à l'évaluation des initiatives lancées pour les aider<sup>15</sup>.

La méthodologie participative consiste à faire participer le plus grand nombre possible de jeunes mères ; l'idée est de reconnaître que les jeunes mères sont celles qui connaissent le mieux leurs besoins et les plus à même d'élaborer des programmes appropriés pour régler leurs problèmes si elles bénéficient d'une aide adaptée. Ce type d'étude favorise une très grande participation, mobilise tous les membres de la communauté, renforce les capacités locales et entend clairement aider les gens à prendre en main leur destin<sup>16</sup>.

Les organisations avaient choisi des communautés qui avaient été fortement touchées par le conflit et où devaient certainement se trouver un grand nombre de personnes susceptibles de participer à l'étude. Les représentants des organisations rencontrèrent les chefs des communautés, hommes et femmes, ainsi que les responsables des différents districts afin d'évaluer l'intérêt des communautés pour une étude participative. De nombreuses rencontres eurent lieu avec les communautés avant que ne soient sélectionnées les personnes qui participeraient à l'étude. Une fois qu'elles eurent obtenu l'accord des chefs des communautés, les organisations rencontrèrent des accoucheuses traditionnelles et différentes femmes pour

identifier des personnes susceptibles de participer à l'étude et leur expliquer l'objectif de cette initiative. Le personnel des organisations rencontra les jeunes mères à plusieurs reprises – souvent en présence de leur famille ou de leur petit ami – pour répondre aux questions qu'elles pouvaient avoir et les aider à décider si elles acceptaient ou non de participer à l'étude. Une fois que ces filles avaient pris leur décision, elles prenaient part à une procédure de consentement donné en connaissance de cause approuvée par la commission d'évaluation de l'Université du Wyoming.

Elles étaient ensuite souvent invitées à recruter d'autres jeunes mères, le but étant de rassembler une trentaine de personnes dans les différentes communautés. Les jeunes mères commencèrent à se réunir avec une personne travaillant pour une organisation ou un assistant de recherche intervenant comme facilitateur. Lors des premières réunions, les participantes désignaient les membres de la communauté qui, selon elles, pourraient jouer un rôle de conseiller auprès du groupe. Ces hommes et femmes de confiance participaient parfois aux réunions ou les aidaient à régler des différends qui pouvaient surgir au sein du groupe ou entre les membres du groupe et leurs familles. Au cours de ces premières réunions, ces jeunes mères s'entraidaient et se faisaient des amies ; elles comprenaient qu'elles n'étaient pas seules face à leurs souffrances. Il était crucial que des relations se nouent entre les filles participant à l'étude mais aussi entre ces filles, le personnel des organisations et la communauté car ces relations constituaient la base de toutes les actions ultérieures.

### *La gestion du projet*

Le facilitateur intervenait pour former ces jeunes mères à mener des entretiens, à conduire des jeux de rôles et à diriger des groupes de discussions. Elles ont ainsi commencé à étudier de façon plus systématique leur propre vie et à identifier des problèmes auxquels elles se heurtaient toutes. Dans ces communautés, les jeunes mères ont estimé que les pires difficultés étaient le fait d'être rejetées par leurs familles et la communauté, l'impossibilité d'avoir accès à une éducation et à des soins médicaux et le peu de possibilités qu'elles avaient de gagner leur vie. Ces filles aspiraient à être acceptées et respectées, elles voulaient que leurs enfants soient traités de la même façon que les autres enfants de la communauté et elles espéraient trouver une activité intéressante au sein de leurs communautés.

En discutant entre elles et en parlant aux conseillers de la communauté et au personnel des organisations, elles purent déterminer des actions sociales susceptibles de les aider à régler leurs problèmes. Chaque groupe disposait d'une petite somme qu'il pouvait utiliser comme bon lui semblait. Les participantes discutèrent longuement sur la meilleure façon d'utiliser cet argent sachant qu'elles seraient responsables du succès ou de l'échec des projets retenus. Dans certaines communautés, les jeunes mères décidèrent de chercher dans un premier temps à améliorer les relations au sein de la communauté. Une participante a ainsi décrit l'impact qu'avait eu la pièce qu'elle avait joué pour décrire son retour dans la société :

Nous avons monté une pièce de théâtre décrivant ce que nous avons vécu à notre retour et la façon dont les gens nous évitaient. Cette pièce montrait aussi l'isolement que nous avons ressenti à ce moment-là. [...] Nous avons joué notre pièce devant les gens de la communauté et ils nous ont dit qu'ils voulaient se joindre à nous et participer à nos activités. Avant, les autres n'osaient pas nous aborder, mais maintenant, ils viennent nous parler. Jouer cette pièce nous a permis de nous rapprocher des gens<sup>17</sup>.

Certains groupes de jeunes mères décidèrent de s'impliquer dans des activités communautaires et proposèrent, par exemple de nettoyer le puits du village ou de balayer les rues. Les filles prouvaient ainsi à la communauté qu'elles étaient déterminées et qu'elles voulaient améliorer non seulement leur propre vie mais aussi celle de la communauté.

Dans d'autres régions, les jeunes mères cherchèrent d'abord comment gagner leur vie ; elles pensaient que si elles parvenaient à démontrer à la communauté qu'elles étaient capables de subvenir à leurs besoins, elles ne seraient plus mises au ban de la société. Certaines filles s'engagèrent dans des activités collectives, comme l'entretien d'un jardin communautaire (situé généralement sur des terres données par des membres de la communauté), la vente de nourriture, la fabrication de savon, le tissage ou la teinture de tissu. D'autres décidèrent de lancer leur propre activité de petit commerce, de coiffure ou de fabrication de bijoux. Il arrivait souvent que si l'activité de l'une d'elles connaissait des difficultés, d'autres filles ou des conseillers de la communauté lui venaient en aide. Dans un site urbain du Libéria, plusieurs participantes se sont fait confisquer leur marchandise par la police car elles exerçaient dans un quartier de la ville où aucune activité commerciale n'était tolérée. Leur groupe organisa une réunion d'urgence et les membres du groupe qui n'avaient pas été touchés partagèrent leurs produits avec celles qui avaient perdu leurs marchandises afin qu'elles puissent redémarrer une activité. En Ouganda, une mauvaise gestion faillit aboutir à la fermeture d'une activité commune de vente de nourriture. Les conseillers de la communauté proposèrent de gérer les affaires le temps que les mères qui participaient à cette activité règlent les difficultés et apprennent les bases de la comptabilité.

### *La conclusion du projet*

Le projet approchant de son terme officiel et les soutiens financiers s'arrêtant, les participantes et le personnel des organisations travaillèrent ensemble à l'élaboration de plans pour préserver les activités mises en place. Certains groupes s'enregistrèrent comme organisations communautaires, un statut leur permettant de demander des subventions aux gouvernements ou à certaines organisations. D'autres filles décidèrent d'adhérer à des groupes locaux ou à des associations de femmes. Heureusement, de nombreux conseillers de la communauté décidèrent de continuer à les aider.

Il ressort de l'évaluation ethnographique et de l'enquête réalisées à la fin du projet que les jeunes mères ont nettement amélioré leurs conditions de vie et celles de leurs enfants. Elles ont désormais l'impression d'être des membres à part entière de la communauté et se sentent mieux à même de s'occuper de leurs enfants. Au fur et à mesure qu'elles apprenaient à connaître les personnes impliquées dans le projet, de nombreuses participantes se confiaient et disaient avoir exercé des activités sexuelles. Il leur avait semblé alors que c'était pour elles le seul moyen de gagner de l'argent pour subvenir aux besoins de leurs familles. Certaines étaient très fières de pouvoir dire que leurs nouvelles aptitudes économiques leur avaient permis de limiter voire d'arrêter leur participation à des transactions sexuelles. En réfléchissant aux résultats de l'étude participative dans leurs communautés, certaines personnes ont estimé qu'il s'agissait là d'un résultat remarquable et ont déclaré qu'elles étaient plus disposées à soutenir les jeunes mères maintenant qu'elles n'exerçaient plus d'activités sexuelles.

Ces jeunes mères étaient également fières de dire qu'elles pouvaient désormais participer à des réunions de la communauté et s'exprimer en public sans difficultés. Avant l'étude participative, les jeunes mères s'étaient isolées en raison de l'hostilité que leur manifestaient les membres de la communauté. Plus de 80 % des jeunes mères ont affirmé qu'elles pouvaient désormais s'exprimer en public plus facilement. L'étude participative avait également aidé ces jeunes mères et leurs enfants à mieux se faire accepter par leurs familles – 87 % des jeunes mères ont déclaré que depuis qu'elles ont participé à cette étude, elles se sentent plus appréciées ou plus aimées par leurs familles<sup>18</sup>.

## Des résultats concrets

Les programmes de DDR sont souvent considérés comme des processus individuels, mais cette étude a clairement mis en évidence le rôle crucial de la dynamique de groupe pour favoriser la réintégration des jeunes mères. L'étude participative mettait l'accent sur l'importance des efforts personnels (les participantes devant s'impliquer dans la recherche, la conception, l'application et l'évaluation du programme), mais l'entraide restait l'élément central du projet. L'entraide qui s'instaura entre le groupe et les membres de la communauté, y compris des responsables hommes ou femmes, fut aussi déterminante. Ainsi, dans certains contextes, la réintégration ne devrait pas être envisagée uniquement comme un processus visant à former des individus pour les réinsérer dans la communauté, mais comme un processus concernant toute une communauté soucieuse d'apprendre à vivre pacifiquement.

Dans ces trois États africains, les priorités des participantes reflétaient des aspirations cruciales communes : ne plus être rejetées, améliorer leur source de revenus, avoir accès à l'éducation et aux soins médicaux. La plupart des participantes ont trouvé une activité convenable pour gagner leur vie et ont décidé de travailler ensemble en plus de mener leur propre petite activité. Si les programmes de DDR habituellement prévus pour les filles se concentrent sur un nombre limité d'activités professionnelles, les filles ont trouvé toute une série d'activités correspondant aux besoins de leurs communautés. Les programmes de DDR proposent

souvent un type de formation professionnelle ou le versement unique d'une somme d'argent. Les filles qui ont participé à notre étude ont constaté qu'elles avaient souvent besoin d'une « deuxième chance » parce que leur première activité n'avait pas marché ou parce qu'elles avaient eu des problèmes de santé qui les avaient obligés à utiliser l'argent pour des soins médicaux. En outre, les jeunes mères qui s'en sortent le mieux sont généralement celles qui ont décidé d'aller à l'école ou de suivre une formation et qui mènent, en parallèle, une activité pour gagner de l'argent. Il est important de préciser que les participantes ont décidé elles-mêmes d'utiliser l'argent qu'elles gagnent pour payer l'éducation de leurs enfants ce qui laisse penser que les programmes qui subordonnent l'aide à la réalisation de conditions fixées par le donateur ne sont peut être pas indispensables pour atteindre l'objectif visé. Par ailleurs, il est certain que verser de l'argent à ces filles sans les aider à se faire acceptées par la communauté, à acquérir des aptitudes économiques et à reprendre confiance n'aurait pas marché. Ces jeunes mères avaient, en effet, besoin de ces soutiens pour que l'aide financière produise des effets durables.

Grâce à leur nouvelle situation économique, les jeunes mères ont constaté une amélioration de leurs relations avec leurs familles et la communauté. Une participante a dit que sa mère qu'il l'avait maltraitée et lui avait reproché d'avoir eu des enfants, avait plus de considération pour elle maintenant qu'elle fabriquait des savons qu'achètent les gens de la communauté. Au Libéria, une personne a déclaré :

La façon dont ces jeunes mères sont perçues a beaucoup changé. Au début, la communauté les considérait comme les femmes des combattants ; même leurs familles les rejetaient. Maintenant, elles gagnent de l'argent, elles pourvoient aux besoins de leurs familles et sont respectées par la communauté<sup>19</sup>.

Ces filles, qui avaient été considérées comme une charge par leurs familles et la communauté, sont perçues comme de jeunes mères utiles et sérieuses depuis qu'elles ont démontré leur capacité à subvenir à leurs besoins. Les programmes de DDR axés sur la communauté devraient comprendre plusieurs facettes et s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux ; les progrès que les jeunes mères peuvent faire au niveau de leur bien-être économique favorisent certainement une amélioration de leur bien-être social.

Les filles ayant été associées aux forces armées ou à des groupes armés, qui étaient considérées comme une menace pour la sécurité de leurs familles et de la communauté, peuvent jouer un rôle positif dans leur société lorsqu'elles réussissent leur réinsertion économique. Les jeunes mères estiment qu'une réintégration réussie signifie qu'elles sont un membre productif de la famille et qu'elles sont notamment capables de subvenir aux besoins de leurs enfants.

L'étude participative a permis de mieux comprendre les processus de réintégration dans trois États animés par des dynamiques différentes alors qu'ils en étaient à des stades divers de la transition après un conflit. En Sierra Leone, qui était sortie du conflit depuis plus longtemps, la communauté semblait plus encline à soutenir les participantes dès les premières phases de

l'étude participative. Par contre, au Libéria, les participantes mirent plus longtemps à nouer de bonnes relations avec la communauté. En Sierra Leone, les chefs donnèrent très tôt des terres aux groupes participant à l'étude alors qu'au Libéria les conseillers leur dirent que des membres de la communauté risquaient d'aller piétiner ce qu'elles sèmeraient pour anéantir leurs chances d'avoir un jardin. Les filles durent parler pendant des mois aux membres de la communauté avant d'obtenir des terres et de réussir à nouer des relations suffisamment bonnes avec les gens pour que leurs jardins soient protégés. Par conséquent, les programmes de réintégration devraient être adaptés à la phase de transition dans laquelle se trouve chaque État et des phases d'adaptation devraient être prévues.

Une des particularités de l'étude participative était l'accent qu'elle mettait sur les partenariats entre organisations. Alors qu'elles se trouvent souvent en situation de concurrence pour des financements, ces organisations ont accepté de coopérer dans le cadre de ce projet et d'échanger, au fur et à mesure, les enseignements qu'elles tiraient de leur participation à cette étude; elles ont aussi travaillé avec des universitaires locaux pour multiplier les possibilités qu'avaient les participantes de partager leurs informations entre elles mais aussi avec les organisateurs. Les universitaires locaux ont favorisé l'évaluation rigoureuse de l'étude participative. Peut-être plus important encore, les partenariats avec nos donateurs ont joué un rôle déterminant dans le succès de l'étude. Ils étaient très impliqués, recevaient régulièrement des informations sur les résultats du processus et posaient des questions au fur et à mesure. Les donateurs participaient aux réunions annuelles de tous les partenaires, y compris les représentants des jeunes mères pour chaque pays, et se rendirent sur place pour constater par eux-mêmes les résultats de l'étude participative. En étant ainsi continuellement impliqués, ils purent mieux gérer leurs attentes. En raison de la nature participative du projet, il avait été impossible d'annoncer d'emblée les résultats escomptés. Les filles impliquées déterminant elles-mêmes les objectifs de l'étude, les donateurs devaient être disposés à financer un projet qui ne serait pas prédéfini. Cette attitude contraste fortement avec le financement habituel des programmes pour la protection de l'enfance. En général, les organisations décrivent dans la proposition initiale les ressources qui seront mobilisées, les prévoient au budget et précisent comment elles mesureront les résultats. Il est dès lors plus difficile de faire preuve de flexibilité et de s'adapter aux besoins des participants.

Par rapport à d'autres programmes de réintégration, cette étude présente la particularité de pouvoir être transposée à plus grande échelle. Si les méthodes participatives peuvent être appliquées à d'autres situations et à d'autres communautés, elles nécessitent au début un effort important pour former et soutenir le personnel des organisations et intervenir auprès des communautés et des participants. À la différence des programmes habituels qui prévoient un soutien psychosocial et une formation professionnelle, la formule participative encourage les personnes impliquées à mettre en place des groupes d'entraide et à travailler au sein du groupe pour identifier les besoins et trouver comment les satisfaire. Ce processus est nettement plus lent que les programmes habituels, mais il permet une réintégration durable et, par comparaison, ne coûte pas cher.

## Conclusion

Les expériences que vivent les filles et les jeunes femmes avant, pendant et après les conflits sont très différentes de celles des garçons et des hommes. Les filles qui deviennent mères alors qu'elles sont associées aux forces armées ou à des groupes armés ont encore plus de difficultés à se réintégrer que les jeunes femmes sans enfant. L'étude participative a montré que la réintégration des jeunes mères ne peut réussir que si elle est fondée sur une bonne compréhension des expériences de ces filles. La réintégration des jeunes mères implique la mobilisation de la communauté et nécessite un soutien à plus long terme que ce qui est habituellement prévu par les programmes de réintégration. Il faut absolument encourager la cohésion sociale entre les jeunes mères ainsi qu'entre ces filles et la communauté.

Les Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration et les Principes de Paris donnent de très bonnes indications sur la façon d'améliorer les programmes de réintégration des jeunes mères. Les donateurs doivent demander aux organisations de mettre sérieusement en œuvre ces indications dans leurs programmes ; les donateurs doivent mobiliser sur le long terme des fonds et les mettre à disposition de manière flexible pour favoriser la réintégration des filles ayant été associées aux forces armées ou à des groupes armés. Quant aux organisations, elles doivent s'impliquer davantage pour favoriser une participation sérieuse des jeunes et développer une aide à la réintégration en fonction des besoins exprimés par les jeunes mères.

Il ressort de ce projet que les filles et les jeunes femmes qui sont très marginalisées au sein de leurs familles et de leurs communautés sont déterminées et capables d'agir pour gagner le respect de la communauté et contribuer aux besoins de leurs familles.

## Notes

1. Nations Unies, « 1.10: Introduction to the IDDRS », *Integrated Disarmament Demobilization and Reintegration Standards*, 2006, p. 1.
2. Pour plus d'informations, voir S. McKay et D. Mazurana, *Where are the Girls? Girls in Fighting Forces in Northern Uganda, Sierra Leone and Mozambique: Their Lives During and After War*, 2004 ; B. Verhey, *Reaching the Girls: Study on Girls Associated with Armed Forces and Groups in the Democratic Republic of Congo*, Save the Children, 2004 ; V. Stavrou, *Breaking the Silence: Girls Forcibly Involved in the Armed Struggle in Angola*, Agence canadienne de développement international (ACDI), 2006 ; et M. Denov, *Girls in Fighting Forces: Moving Beyond Victimhood*, ACDI, 2007.
3. Nations Unies, « 5.20: Youth and DDR », *Integrated Disarmament Demobilization and Reintegration Standards*, 2006, p. 19.
4. Voir Section 4.0 des Principes et lignes directrices sur les enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés (Principes de Paris), adoptés en 2007.
5. R. Brett et I. Specht, *Young Soldiers: Why They Choose to Fight*, 2004.
6. M. Denov, « Girl Soldiers and Human Rights: Lessons from Angola, Mozambique, Sierra Leone and Northern Uganda », *The International Journal of Human Rights*, vol. 12, n° 5, 2008, p. 813 à 836.
7. Pour plus d'informations, voir M. Robinson et S. McKay, *Conference Report*, « A Conference on Girl Mothers in Fighting Forces and Their Post-War Reintegration in Southern and Western Africa », Bellagio, 12-18 avril

- 2005 ; et S. McKay *et al.*, « Known But Invisible: Girl Mothers Returning From Fighting Forces », *Child Soldiers Newsletter*, n° 11, 2004, p. 10 et 11. Tous les numéros de la *Child Soldiers Newsletter* sont disponibles en ligne, à l'adresse <[www.child-soldiers.org](http://www.child-soldiers.org)>.
8. Nations Unies, « 5.30: Children and DDR », *Integrated Disarmament Demobilization and Reintegration Standards*, 2006, p. 10.
  9. D'après l'étude participative, le pourcentage de jeunes mères se trouvant dans une communauté où elles n'avaient jamais vécu auparavant était de 35 % au Libéria, de 21 % en Ouganda et de 44 % en Sierra Leone.
  10. Pour plus d'informations, voir T. Betancourt, « High Hopes, Grim Reality: Reintegration and the Education of Former Child Soldiers in Sierra Leone », *Comparative Education Review*, vol. 52, n° 4, 2008, p. 565 à 587 ; et M. Worthen *et al.*, « 'I Stand Like A Woman': Empowerment and Human Rights in the Context of Community-Based Reintegration of Girl Mothers Formerly Associated with Fighting Forces and Armed Groups », *Journal of Human Rights Practice*, vol. 2, n° 1, 2010, p. 49 à 70.
  11. Consulter le site <<http://chrisblattman.com/projects/sway/>> pour les détails et données de cette enquête.
  12. S. McKay *et al.*, « Known But Invisible: Girl Mothers Returning From Fighting Forces », *Child Soldiers Newsletter*, n° 11, 2004, p. 10 et 11.
  13. Pour plus d'informations, voir S. McKay *et al.*, « Building Meaningful Participation in Reintegration Among War-Affected Young Mothers in Liberia, Sierra Leone and Northern Uganda », *Intervention*, vol. 9, n° 2, p. 108 à 124.
  14. Voir <[www.uwyo.edu/girlmotherspar](http://www.uwyo.edu/girlmotherspar)> pour plus d'informations sur l'étude participative et connaître les organisations partenaires.
  15. Voir Section 10.0 des Principes de Paris.
  16. Pour une description détaillée de l'étude participative, voir M. Minkler et N. Wallerstein (sous la direction de), *Community-Based Participatory Research for Health: From Process to Outcomes*, 2008.
  17. S. McKay *et al.*, *Community-based Reintegration of War-Affected Young Mothers: Participatory Action Research (PAR) in Liberia, Sierra Leone and Northern Uganda*, Women's United Nations Report Network, 2010, p. 13.
  18. *Ibid.*, p. 43.
  19. *Ibid.*, p. 25.

